

Le développement durable en Algérie : Le cas de Lafarge Holcim ***Sustainable development in Algeria: The case of Lafarge Holcim***

Kateb Karim, Maitre de Conférences (A)

*Laboratoire de recherche en Management des Entreprises et Développement Economique, UFC
Centre d'Oran, Algérie, katebkarim@ufc.dz*

Reçu le :24/08/2022

Accepté le:13/10/2022

Résumé:

Ce présent article sur le développement durable en Algérie vise à voir son importance, ses perspectives ainsi que la vision des entreprises en Algérie pour valoriser et promouvoir le développement durable. Le développement durable appelle des actions concertées pour construire, pour les individus et pour la planète, un monde durable et résilient, où chacun a sa place. Pour parvenir au développement durable, il est essentiel de concilier trois éléments de base, qui sont interdépendants et tous indispensables au bien-être des individus et des sociétés : la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Dans notre article nous allons voir de plus près les ambitions de Lafarge Holcim concernant le développement durable pour 2020, ainsi que les perspectives et actualité de l'année 2022 en Algérie.

Mots clés: Développement durable, vision, perspectives, ambitions, Algérie.

Jel Classification Codes: Q01, Q56.

Abstract:

This present article on sustainable development in Algeria aims to see its importance, its prospects as well as the vision of companies in Algeria to enhance and promote sustainable development. Sustainable development calls for concerted action to build, for individuals and for the planet, a sustainable and resilient world, where everyone has their place. . To achieve sustainable development, it is essential to reconcile three basic elements, which are interdependent and all essential to the well-being of individuals and societies: economic growth, social inclusion and environmental protection. In our article we will take a closer look at Lafarge Holcim ambitions for sustainable development for 2020, as well as the outlook and news for 2022 in Algeria,

Key Words : Sustainable development, visions, perspectives, ambitions, Algeria.

JEL Classification: Q01, Q56.

1. Introduction

Le concept de développement durable n'est pas récent. Turgot en **1750** avait déjà souligné l'importance d'un développement qui soit soutenable d'un point de vue écologique, satisfaisant d'un point de vue économique et équitable d'un point de vue social, malgré les faibles pressions subies par l'environnement à cette époque. Actuellement, les pressions exercées par le développement de l'activité humaine sur l'environnement et la structure sociale ont suscité une véritable prise de conscience qui a conduit à des projets d'encadrement du développement économique dans une perspective de résorption des inégalités sociales et de sauvegarde de l'environnement, perspective appelée développement durable.

L'objectif de développement durable ne prête guère à contestation, mais les actions à mener afin de réduire l'écart entre cet objectif et le développement actuel des activités humaines ainsi que l'urgence de la mise en œuvre de ces actions sont au cœur de tous les débats d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous commencerons par cerner de la manière la plus précise possible le concept de développement durable ; nous essaierons ensuite d'identifier et de répertorier les différents moyens pouvant être mis en œuvre en vue de rencontrer les objectifs de ce développement (H.Devillé, 2010).

L'expression est dans tous les discours sinon dans toutes les pratiques : la notion de développement durable s'est répandue dans les différentes couches de la société. Connue d'une minorité de la population en **2002** (**33 %** seulement en avaient entendu parler¹), l'expression est désormais plus ou moins familière à chacun. En témoigne un sondage de la Sofres réalisé début **2008** qui indique que **84 %** des Français déclarent que, pour eux, « le développement durable évoque avant tout la préservation de l'avenir, des générations futures ». Ils sont aussi **79 %** à faire rimer développement durable avec « préservation de l'environnement, des ressources naturelles ». **18 %** parlent de « préservation d'un équilibre social » et **13 %** d'un « développement économique et commercial ». Il reste **2 %** pour qui le développement durable n'évoque rien (Widloecher, P.Querne, I, 2009).

C'est dans ce cadre là que nous avons opter dans notre présent article le développement durable en Algérie, le cas de Lafarge Holcim, et ce pour essayer de répondre à la problématique suivante : **quels sont les ambitions du groupe et perspectives de l'entreprise Lafarge Holcim en matière de développement durable en Algérie ?**

Pour répondre à cette problématique nous seront amené à poser les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 :

L'entreprise Lafarge Holcim Algérie contribue au développement durable en Algérie.

Hypothèse 02 :

Le développement durable permet à atteindre des objectifs de durabilité par le biais du partenariat.

Notre travail sera organisé selon la manière suivante. En premier lieu nous allons voir l'émergence du concept de développement durable, puis les différentes définitions liées au développement durable, la reconnaissance du rôle du business dans le développement durable, ensuite les premiers modèles de durabilité, les principes, les enjeux et piliers du développement durable, les premiers modèles de durabilité. Et enfin la présence de Lafarge Holcim et ses ambitions en matière de développement durable en **2020** en et ses perspectives et actualité en Algérie en **2022**.

2. Emergence du concept de développement durable

L'explosion démographique humaine concomitante avec la montée en puissance de nos techniques puisant dans les ressources terrestres jusqu'au point d'en percevoir la finitude et les effets pervers.

A. Boutaud parle de l'« émergence d'une vision radicalement différente de la planète Terre, qui passe dans l'inconscient collectif de l'image d'une immensité sans fin à celle d'un minuscule vaisseau, fragile, perdu dans l'espace ». J. de Rosnay (**1975**) cité par Boutaud (**2005**) nous dit que « tout se passe comme si un organisme (la société humaine) se développait et grandissait au sein du premier (l'écosystème terrestre) comme un parasite drainant à son profit l'énergie et les ressources de celui qu'il envahit et qu'il finira peut-être par tuer ». Cet ouvrage fait suite au rapport Meadows (**1972**) commandé par le Club de Rome² et réalisé par le MIT dont la conclusion pourrait se résumer de la façon suivante : « si les sociétés continuent à poursuivre [l'objectif d'accroître la population et le niveau de vie matérielle de chaque individu], elles ne manqueront pas d'atteindre l'une ou l'autre des nombreuses limites critiques inhérentes à notre écosystème ». Plutôt que l'homme parasite, c'est l'homme symbiotique qu'il nous faut développer, dans une association intime et durable entre lui et la nature.

Au début des années **1970** se tient la première conférence internationale de Stockholm sur l'environnement. À la même époque, la France crée le ministère de l'Environnement. La perception dominante que l'on a à cette période des questions d'environnement est principalement axée sur l'accident environnemental (accidents industriels, marées noires). L'idée est là que le milieu, les écosystèmes, diluent, absorbent les problèmes de pollutions. La disponibilité des ressources ne pose pas de problème avant le premier choc pétrolier et les engagements qui sont pris, notamment en France, d'économie d'énergie et d'investissements dans l'énergie nucléaire.

En **1987**, la commission mondiale « Environnement et développement » présidée par Mme Gro Brundtland remet son rapport à l'assemblée générale des Nations unies, où l'on retrouve la définition qui fait date : « Le développement durable est celui qui

répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs » (Michel.X.Cavaillé.P et Coll, 2009).

Deux principes sont inhérents à ce concept :

– Le concept de « besoins », en particulier celui des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité.

– L'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Reste à définir la notion de « besoin » pour chacun. On s'interroge notamment sur l'écart sans précédent entre le niveau de vie moyen des pays riches et celui des pays pauvres. Les sommets se succèdent ensuite, avec notamment celui de Rio de Janeiro sur l'environnement (1992, Agenda 21, convention sur la biodiversité et le climat), suivi de Kyoto (protocole sur le changement climatique), puis Johannesburg (2002), le Forum mondial de l'eau, sans compter les sommets sur la ville et les risques naturels à une époque où se multiplient les catastrophes de grande ampleur.

Si le développement durable est né dans un premier temps sous l'égide de l'environnement, il semble que le débat se soit réajusté (selon le principe même du développement durable), sur les questions sociales et économiques dans le partage nord/sud qui semblaient notamment pour la première fois plus fortement présentes au sommet de Johannesburg 2. Au-delà des intentions exprimées dix ans plus tôt à Rio sur les questions environnementales, peu de choses avaient pu avancer depuis.

En 2006, une évaluation des conséquences économiques du réchauffement de la planète est publiée par Nicolas Stern, économiste, à la demande du gouvernement britannique. Il suggère d'investir maintenant 1 % du PIB avant de payer demain une facture qui pourrait s'élever à 20 % de ce même PIB. Plus récemment la polémique s'accroît fin 2007 autour des « biocarburants » dont le nom même porte en lui le symbole 3 de « l'environnementalement correct », alors qu'ils ne seraient pas si « bio » que cela

3. Quelques définitions du développement durable

Il existe plusieurs définitions du développement durable, et on peut citer quelques unes

3.1. Définition selon la commission de Brundtland

En 1987, la commission Brundtland définit le Développement Durable dans son rapport « Notre avenir à tous » comme : Développement Durable : « Un développement qui permette aux générations présentes de satisfaire leurs besoins sans remettre en cause la capacité des générations futures à satisfaire les leurs » (Barthelemy,B. Courrèges,P, 2004).

3.2. Définition selon Olivier Meier

Le développement durable est un développement qui répond au besoin du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Pour y parvenir, les entreprises, les pouvoirs publics et la société civile devront travailler conjointement,

afin de réconcilier trois domaines qui se sont longtemps ignorés : l'économie, l'écologie et le social. Selon cette perspective, à long terme, il ne peut y avoir de développement possible s'il n'est pas économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable (Meier,O, 2009).

3.3. Autre définition du développement durable

Le développement durable est une alternative au modèle de développement actuel dont on mesure aujourd'hui les excès environnementaux et sociaux. Cette réponse ne fait pas forcément l'unanimité. Pour certains, le développement durable est un « oxymore », dans la mesure où un développement qui repose sur l'exploitation de ressources épuisables ne saurait être durable. Ils préconisent ainsi un modèle de « décroissance » (Audouin,A. ,Courtois,A.Rambaud –Paquin,A, 2009).

3.4. Définition selon l'INSEE

En **1992** ,le Sommet de la Terre à Rio ,tenu sous l'égide des Nations unies, officialise la notion de développement durable et celle des trois piliers (économie, écologie, social) :un développement économiquement efficace ,socialement équitable et écologiquement soutenable (Tavernier,J-L, 2022).

3.5. Définition selon l'ONU

Le développement durable passe obligatoirement par l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions. Il faut à cet effet promouvoir une croissance économique durable, équitable et qui profite à tous, créer davantage de possibilités pour tous, réduire les inégalités, améliorer les conditions de vie de base, favoriser un développement social équitable et l'inclusion et promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles (Guterres,A, 2022).

3.6. Définition selon la déclaration de Rio

Le développement durable est un processus dynamique ayant pour vocation d'améliorer le bien être des individus, des générations actuelles et futures, tout en préservant la qualité des écosystèmes. Il se définit à partir de la notion de progrès social et humain (premier principe de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, **1992** (Lairez,J.Feschet,P. Aubin,J.Bockstaller,C. Bouvarel,I, 2015).

4. La reconnaissance du rôle du business dans le développement durable

C'est d'abord l'Onu qui a reconnu l'importance des entreprises dans le développement durable... Ainsi, lors de son intervention au Business Day, le 1^{er} septembre **2002**, Kofi Annan a avoué sa frustration devant la lenteur des décisions gouvernementales et demandé au business de prendre des initiatives sans tarder ,sans attendre que des lois

soient promulguées, afin d'aider le développement des pays les plus pauvres et de protéger l'environnement :

Nous réalisons que c'est seulement en mobilisant le secteur privé que nous ferons des progrès significatifs. Le sommet de Johannesburg est une occasion historique pour fédérer les règles des entreprises et du développement durable. Les problèmes environnementaux et sociaux ne peuvent être résolus qu'en mobilisant les entreprises privées, car les gouvernements ne peuvent agir seuls

La situation peut s'améliorer si vous faites les bons choix. Si ce n'est pas le cas, la jeune génération fera pression sur les gouvernements pour réguler plus l'économie. »

Il a également demandé aux ONG, très critiques, de comprendre que les Nations-Unies ne peuvent pas faire leur travail sans les entreprises, car elles sont un partenaire clé, celui qui a l'argent, la capacité de gestion et la technologie :

«Ce sont les entreprises qui, selon la façon dont elles travaillent, peuvent mettre en application ce qui a été décidé ici. On leur demande de continuer à faire leurs affaires, mais autrement : elles doivent être sensibles à l'environnement, à l'équilibre essentiel entre le développement et l'environnement. On cherche à les engager pour les guider et les pousser dans la bonne direction »

Enfin, Nitin Desai, secrétaire général du sommet a défini les deux défis principaux : « À moyen terme, pour 2015, il faut se débarrasser du problème de la pauvreté qui ne peut être résolu que par l'accès à l'eau, à l'électricité. À plus long terme, en 2050, il a proposé la réduction de notre consommation : nous serons 3,5 milliards d'habitants supplémentaires. Nous ne pourrons plus consommer autant que maintenant. Les entreprises ne doivent pas seulement être des lobbies. Elles doivent relever ces défis» (Chauveau,A, 2003).

5. Les premiers modèles de durabilité

5.1. Malthus

L'économiste anglican Thomas Malthus a mené l'une des premières réflexions modernes sur la durabilité de la société, en analysant les mécanismes qui contrôlent la démographie. Il a présenté ses résultats en **1798** dans un ouvrage intitulé *Essai sur le principe de population*. Il y explique que la démographie est essentiellement régulée par la disponibilité des ressources alimentaires. Quand des conditions favorables (progrès dans l'agriculture, déboisement, climat, etc.) conduisent à des excédents de nourriture, la population augmente en consommant ces excédents. En revanche, un excès de population par rapport à la nourriture disponible crée de la misère qui ramène la population au niveau où elle peut se nourrir un accroissement des décès lié à la malnutrition, aux épidémies, etc.). Une limitation volontaire des naissances liée à la peur de ne pouvoir nourrir ses enfants, de perdre du confort de vie, etc. Selon Malthus, l'importance relative de ces mécanismes varie selon les pays. Il estime qu'en Asie, c'est

l'accroissement des décès qui joue le rôle principal, alors qu'en Europe c'est plutôt la limitation des naissances. Cet extrait de l'essai résume en partie son raisonnement sur la régulation de la démographie: «Supposons un pays dans lequel les moyens de subsistance sont suffisants pour nourrir la population. La tendance de celle-ci à s'accroître fait que le nombre des humains s'accroît plus vite que les possibilités de subsistance. Par suite, le pauvre vit plus difficilement: certains même se voient réduits aux plus dures extrémités

5.2. Le club de Rome

Le Club de Rome est un groupe de réflexion apolitique et non gouvernemental créé en 1968 (il tire son nom du lieu de sa première etc. Sa mission est d'analyser les problèmes majeurs de l'humanité et de diffuser ses conclusions afin d'aider les décideurs (gouvernements, ONU, etc.) ou de susciter des débats dans le grand public. Il a été créé à l'initiative d'Aurelio Peccei, alors président d'Olivetti et ancien dirigeant de Fiat, et d'Alexander King, ancien directeur scientifique de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Dans cet extrait d'un article de La Recherche publié en 1971, Aurelio Peccei explique les ambitions et surtout les angoisses qui ont poussé à la création du Club de Rome: «Depuis longtemps, j'avais vu la nécessité de regrouper des personnalités connaissant bien un secteur de la science, de la culture ou des affaires pratiques afin d'élaborer une vision universelle de la situation de l'humanité. Réunion). Il est composé de scientifiques, d'économistes, d'hommes d'affaires, d'anciens hauts fonctionnaires internationaux, d'hommes d'Etat, L'une des premières entreprises du Club du Rome fut de simuler l'avenir de l'humanité. TI a confié ce travail à une équipe de recherche du Massachusetts Institute of Technology MIT l'une des plus prestigieuses universités américaines) dirigée par Jay Forrester⁶⁰. Celui-ci avait déjà développé un premier programme informatique, appelé WORLD 1, permettant de simuler avec un ordinateur l'évolution du système socio-économique mondial (Van Duysen, J-C. Jumel, S, 2008):

6. Principes, enjeux et piliers du développement durable

6.1. Les principes du développement durable

Le développement durable repose sur un certain nombre de principes : précaution, prévention et anticipation (même en l'absence de certitude scientifique).

- Solidarité (sociale, géographique et générationnelle).
- Éthique et bonne gouvernance (transparence par exemple).
- Dialogue (avec l'ensemble des « parties prenantes »).
- Responsabilité (pollueur/payeur par exemple).

On représente traditionnellement le développement durable sous la forme de trois « dimensions » (« Triple Bottom Line ») mettant en évidence la nécessité d'un équilibre entre l'économique, l'environnement et le social. L'« équation » correspondante privilégie un modèle de développement « viable », « vivable » et « équitable ».

6.2. Les enjeux du développement durable

Le Développement Durable est trop souvent réduit à sa seule dimension écologique. Il s'agit d'un concept plus large que celui de la protection de l'environnement. En plaçant l'homme au centre de ses préoccupations, il inclut, à côté de la qualité de vie au sens large, l'équité entre les générations actuelles et futures, et surtout une dimension sociale et éthique de la prospérité. Il s'agit d'une approche globale qui postule qu'un développement à long terme n'est viable qu'en conciliant trois objectifs indissociables :

- La performance économique
- La performance sociétale (éthique)
- La performance environnementale.

Le Développement Durable est un processus de développement qui concilie l'écologique, l'économique et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois pôles (Audouin, A., Courtois, A., Rambaud – Paquin, A., 2009).

6.3. Les piliers du développement durable

Au cœur du développement durable, on trouve la nécessité de tenir compte simultanément des « trois piliers » que sont la société, l'économie et l'environnement. Quel que soit le contexte, l'idée de base reste la même : les personnes, les habitats et les systèmes économiques sont inter reliés. Il est possible d'ignorer cette interdépendance pendant quelques années ou quelques décennies, mais l'histoire a montré que des signaux d'alarme ou une crise finissent toujours par nous rappeler qu'elle existe

Le fait est que nous dépendons des écosystèmes et de ce qu'ils nous apportent dans tout ce que nous faisons : faire tourner des entreprises, bâtir nos communautés, nourrir nos populations, etc. Que l'on considère les choses les plus immédiatement vitales et évidentes – faire pousser des aliments ou trouver de l'eau potable ou d'autres, moins évidentes mais tout aussi importantes production d'oxygène pendant la photosynthèse ou élimination des déchets par les bio réducteurs, il est impossible de nier l'évidence : nous dépendons de notre environnement pour vivre. Si nous détériorons ou détruisons la capacité de notre environnement à bien fonctionner, nous pourrions être exposés à des conséquences qui nous laisseraient totalement démunis.

De même, sur le long terme, le succès et la stabilité d'une société dépendent de la santé et de la productivité de sa population. Une société (ou des communautés au sein d'une société plus vaste) confrontée à des troubles, à la pauvreté et aux maladies ne se développera pas sur le long terme : le bien-être social et le bien-être économique se nourrissent l'un l'autre, et l'ensemble du système a besoin d'une biosphère saine pour exister (Strange, T., Bayley, A., 2008).

7. Ambitions et perspectives du développement durable chez Lafarge Holcim

7.1. Lafarge Holcim Algérie en bref

L'Algérie est un marché stratégique pour le Groupe Holcim. Le secteur de la construction est en croissance depuis **2000**, avec d'importants besoins en matériaux de construction et de solutions constructives.

Présents sur toute la chaîne de valeur des matériaux de construction : Agrégats, Ciments, Mortiers, Granulats, Bétons, Plâtres, Sacs, Logistique et Distribution.

2002: Partenariat COLPA « Lafarge & Cosider », usine de production de plâtre à Bouira.

2003 : Construction de la cimenterie de M'Sila, la plus importante en Algérie.

2007: Construction de la 1^{ère} ligne de ciment blanc à Oggaz et lancement de l'activité Béton & Granulats.

2008: Partenariat Lafarge GICA pour l'usine de SCMI Meftah, démarrage nouvelle ligne de Ciment gris à Oggaz.

2010: Lancement de la gamme produits « Chamil, Matine, Mokaouem, Malaki ».

2013: Lancement de la 1^{ère} enseigne de vente de matériaux de construction BATISTORE, inauguration du premier laboratoire de la construction « CDL » en Afrique, démarrage à M'Sila du 5^{ème} broyeur Ciment.

2014: Partenariat CILAS: Lancement de la construction d'une nouvelle cimenterie à Biskra en partenariat avec le Groupe Souakri

2015: Lancement du ciment à haute performance SARIE, fusion des Groupes Lafarge et Holcim pour former le nouveau Groupe Leader des matériaux de construction LafargeHolcim

2016: Démarrage CILAS Biskra, démarrage de l'activité ciment et mortiers - CMA Meftah, démarrage de la carrière de granulats à Kef Azrou, démarrage du 3^{ème} four de plâtre COLPA, 6 nouveaux Batistore.

2017: Lancement d'un liant pour tous travaux de maçonnerie et finition MOUKAMIL, lancement d'une nouvelle gamme Mortier : « ciment colle blanc, mortier multi-usages, enduit monocouche », lancement de la solution Route liant routier Ardia 600, 7 nouveaux Batistore.

7.2. Les visions et priorités de Lafarge Holcim Algérie

Lafarge ne conçoit pas la croissance de ses activités sans développement social, ni protection environnementale et respect des communautés locales. Découvrez les valeurs du Groupe, ses priorités en termes de développement durable, et ses engagements au quotidien sur le terrain.

Lafarge Algérie ambitionne à faire encore plus pour les économies locales car nous ne concevons pas le développement de nos affaires sans un développement économique durable de nos communautés locales. C'est pour cela que nous avons lancé plusieurs actions dans ce sens:

7.2.1. Formations qualifiantes dans les métiers du bâtiment pour les jeunes

Lafarge Holcim Algérie a formé 20 jeunes issus des communautés des usines et du bâtiment (maçonnerie, électricité), cela est pour maximiser l'insertion des jeunes dans les métiers du bâtiment.

7.2.2. Projet de l'éco quartier

Ce projet a une dimension plus nationale. Il s'agit de Lafarge d'être un élément acteur dans la problématique du logement en Algérie, avec un concept innovant de logements répondant à des standards de durabilité et de respect du style constructif traditionnel Algérien, à titre d'exemple la construction à la wilaya d'Alger de **150** logements alliant modernité (durabilité et verdure) et authenticité (style architecturale des maisons de la Casbah).

7.2.3. Favoriser le développement local des sous-traitants

Lafarge fait appel à des sous-traitants dans quasi toute la chaîne de valeur de ses activités (extraction, maintenance, transport, ceci pour recruter de la ressource humaine locale par le biais des sous-traitants.

Donc la vision de Lafarge Holcim Algérie est :

- Le Développement et construction durables.
- Progrès social.
- Préservation de l'environnement.

Ces enjeux sont au cœur de la stratégie de Lafarge.

7.3. Perspectives et actualité de Lafarge Holcim Algérie en 2022

7.3.1. Convention de partenariat entre Société Générale et Lafarge Holcim Algérie

Société Générale Algérie et le Groupe Lafarge Holcim Algérie signent une convention de crédit portant sur un financement à caractère durable lors d'une cérémonie tenue le mardi 12 juillet, en présence de Julien Sterenzy, Président du Directoire de Société Générale Algérie et de Nicolas George, Représentant du Groupe Lafarge Holcim Algérie, accompagnés de leurs délégations respectives ainsi que les médias algériens. Cette convention de crédit inédite en Algérie, d'une valeur de 1,4 milliards de dinars, vise à financer les activités de la société avec un mécanisme de Bonus-Malus lié aux objectifs climatiques de Lafarge Algérie. Il s'agit d'une structure de financement adossée à un objectif environnemental de réduction des gaz à effet de serre (CO2) en intensité. La réalisation de cet objectif est mesurée à travers un indicateur de performance prédéfini (KPI) lié aux activités productives de sa filiale LCM (Lafarge Ciment de M'Sila). « Ce financement s'inscrit pleinement dans le plan de

développement de la stratégie de croissance verte du groupe Holcim qui s'est fixé pour cible d'atteindre plus de 40 % des accords de financement liés à des objectifs de durabilité d'ici **2025**. Par ce nouvel accord financier, Lafarge Algérie continue d'apporter une contribution citoyenne et responsable aux transformations positives que connaît l'Algérie, conformément aux orientations du gouvernement Algérien », souligne Nicolas GEORGE, Représentant du Groupe Holcim en Algérie.

Société Générale Algérie, par la mise en place de cette solution de financement, a pour objectif de faciliter et d'encourager une croissance et un développement durables des activités des opérateurs économiques en Algérie, et ce, dans le cadre d'une offre globale, qui intègre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, pour répondre aux besoins de ses clients dans le domaine de la Finance Durable, à impact positif. Cette offre mobilise l'ensemble des expertises Environnementales & Sociales (E&S) de la banque dans une gamme de solutions financières innovantes. » explique Julien Sterenzy, Président du Directoire de Société Générale Algérie. Cette action s'inscrit également dans le cadre des engagements du Groupe Société Générale qui se traduisent par une politique volontariste et responsable et un accompagnement proactif des clients dans leur transition énergétique et leurs ambitions en matière de RSE (George, N, 2022).

7.3.2. Convention de partenariat Lafarge Tosyali sur le développement durable

C'est un partenariat qui vise à la préservation des ressources naturelles. Lafarge Algérie et le Groupe Tosyali-Algérie ont signé une convention de partenariat inédit visant à valoriser les résidus de l'industrie métallurgique dans le processus cimentier de Lafarge à Oggaz, à travers une démarche de développement durable et de préservation des ressources naturelles, en accord avec leurs valeurs environnementales et sociétales.

Fort de son expérience dans le traitement des déchets, Lafarge Algérie apportera pour ce projet son expertise dans le domaine, et cela dans le strict respect des normes et les standards environnementaux en vigueur. Elle souhaite ainsi renforcer ses liens avec Tosyali-Algérie et bien d'autres acteurs incontournables, en apportant des solutions pour les résidus industriels, car l'industrie cimentière est un levier important dans l'économie circulaire, pour l'intérêt public, dans le cadre de sa politique de gestion durable et rationnelle de ses carrières.

A l'instar du réaménagement des carrières, ce partenariat s'inscrit pleinement dans la stratégie du gouvernement en matière de protection de l'environnement et de la promotion de l'économie circulaire, et vise aussi à promouvoir des méthodes qui apportent le maximum de garanties pour réduire ou compenser l'incidence des activités de carrières sur les ressources naturelles dans la région » confie Nicolas GEORGE, Représentant du Groupe HOLCIM en Algérie. Grâce à cette démarche écoresponsable, la consommation des ressources naturelles pour la production du ciment chez Lafarge Algérie, sera partiellement réduite pour les minerais de fer extraits des carrières par les

boues ferreuses résiduelles de l'industrie métallurgique de Tosyali-Algérie (George,N, 2022).

7.4. Les ambitions de Lafarge Holcim en matière de développement durable

7.4.1.La contribution au développement des communautés

7.4.1.1.Santé et sécurité

Atteindre zéro accident mortel et éviter les accidents du travail avec arrêt pour nos collaborateurs et nos sous-traitants.

7.4.1.2.Diversité

Avoir **35 %** des postes de direction occupés par des femmes.

7.4.1.3. Volontariat

Consacrer **un million d'heures** au volontariat chaque année pour contribuer à des projets sélectionnés localement.

7.4.1.4.Plan de création d'emplois locaux

Développer un plan d'éducation et de création d'emplois dans **75 %** des pays où Lafarge est implanté.

7.4.2.La contribution la construction durable et abordable

7.4.2.1.Logement abordable et durable

Faciliter l'accès à un logement abordable et durable pour deux millions de personnes.

7.4.2.2.Produits et services durables

Générer un chiffre d'affaires de **3 milliards d'euros** par an en produits et services durables.

7.4.3.La contribution à l'économie circulaire

7.4.3.1.Émissions de CO2

Réduire de **33 %** les émissions de **CO2** par tonne de ciment(par rapport à **1990**).

7.4.3.2.Combustibles non fossiles

Utilisation de **50 %** de combustibles non fossiles dans ses cimenteries en **2020** (dont **30 %** de biomasse).

7.4.3.3.Réutilisation et recyclage des matériaux

Fabriquer **20 %** de nos bétons contenant des matériaux réutilisés ou recyclés.

8. Conclusion

Cet article a pour objectif de voir l'actualité du développement durable en Algérie, en l'occurrence les perspectives, actualités et ambitions au niveau de Lafarge Holcim Algérie.

Les résultats de notre étude descriptive montre que l'entreprise Lafarge Holcim est en pleine valorisation et implication en matière de développement durable en Algérie, ce qui montre l'intérêt que porte cette entreprise par sa contribution au développement des communautés, la construction durable ,ainsi que l'économie circulaire.

De cette étude Lafarge Holcim Algérie a signé deux conventions de partenariat importantes en **2022**, une avec la Société Générale Algérie, et une autre avec le leader mondial de la sidérurgie le groupe Tosyali Algérie.

Nous pouvons dire que le développement durable permet d'atteindre des objectifs de durabilité, et ce pour avoir un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs

Aujourd'hui, des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines du Programme **2030**. Cette année doit marquer le début d'une décennie d'actions ambitieuses pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à **2030**.

Enfin le développement durable en Algérie améliore la compétitivité de l'entreprise, afin qu'elle se développe et qu'elle garantisse sa pérennité, notre étude descriptive nous a permis de connaître l'actualité du développement durable en Algérie chez Lafarge Holcim, et de faire valoir son importance et son intérêt pour la protection de l'environnement, et l'amélioration de l'image de l'entreprise.

9. Bibliographie

- Chauveau, A. (2003). *L'entreprise responsable*. Paris: Éditions Dunod.
- Audouin, A., Courtois, A., Rambaud –Paquin, A. (2009). *La communication responsable : la communication face au développement durable*. Paris: Éditions d'organisation.
- Guterres, A. (2022, 08 05). Le développement durable. *objectifs-de-developpement-durable*. Récupéré sur <https://www.un.org/objectifs-de-developpement-durable>
- Barthelemy, B., Courrèges, P. (2004). *Gestion des risques : méthodes d'optimisation globales*. Paris: Éditions d'organisation.
- Deville, H. (2010). *Économie et politique de l'environnement : principes de précaution, critères de soutenabilité, politique environnementale*. Paris: Éditions l'Harmattan
- issam. (2019).
- Van Duysen, J.-C., Jumel, S. (2008). *Le développement durable*. Paris: Éditions l'Harmattan.
- Tavernier, J.-L. (2022, 08 02). Le développement durable. Récupéré sur <https://www.insee.fr>.
- Lairez, J., Feschet, P., Aubin, J., Bockstaller, C., Bouvarel, I. (2015). *Agriculture et développement Durable : Guide pour l'Évaluation Multicritère*. Paris: Éditions QUAE.
- Michel, X., Cavallé, P. et Coll. (2009). *Management des risques pour un développement durable : qualité, santé, sécurité, environnement*. Paris 2009: Dunod.
- George, N. (2022, 08 09). Nouveau partenariat entre Société Générale Algérie et Lafarge Holcim. Récupéré sur <https://www.algerie360.com/nouveau-partenariat-entr>
- George, N. (2022, 08 11). Développement durable et RSE. Récupéré sur <https://www.algerieinvest.dz/developpement-durable>
- Olivier, M. (2009). *Dico du manager*. Paris: Éditions Dunod.
- Strange, T., Bayley, A. (2008). *Le développement durable : A la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement*. Paris: Éditions OCDE.
- Widloecher, P., Querne, I. (2009). *Le guide du développement durable en entreprise*. Paris: Éditions d'organisations.